

Brochure n° 3173

Convention collective nationale

IDCC : 1810. – **ENTREPRISES DE PROPRETÉ**

■ *Journal officiel* du 28 mars 2008

Arrêté du 20 mars 2008 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de propreté (n° 1810)

NOR : MTST0807309A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 31 octobre 1994 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 12 mars 2007, portant extension de la convention collective nationale des entreprises de propreté du 1^{er} juillet 1994 et des textes qui l'ont complétée ou modifiée ;

Vu l'avenant n° 6 du 12 décembre 2007, relatif aux classifications, à l'accord du 25 juin 2002 conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 1^{er} mars 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des entreprises de propreté du 1^{er} juillet 1994, les dispositions de l'avenant

n° 6 du 12 décembre 2007, relatif aux classifications, à l'accord du 25 juin 2002, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mars 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*

E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/5, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.